



CHAPITRE 7

Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées

[Sanctionnée le 23 juin 1978]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

CHAPITRE I

DÉFINITIONS

Interprétation:

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

«centre de travail adapté»;

a) «centre de travail adapté»: toute association ou organisme qui détient un certificat délivré en vertu de l'article 37;

«Commission»;

b) «Commission»: la Commission des affaires sociales instituée en vertu de la Loi de la Commission des affaires sociales (1974, chapitre 39);

«établissement»;

c) «établissement»: tout établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48);

«ministre»;

d) «ministre»: le ministre des affaires sociales;

«Office»;

e) «Office»: l'Office des personnes handicapées du Québec institué en vertu de l'article 2;

«organisme de promotion»;

f) «organisme de promotion»: tout organisme constitué en vertu d'une loi du Québec qui s'occupe principalement de la défense des droits, de la promotion des intérêts et de l'amélioration des conditions de vie des personnes handicapées;

«personne handicapée»;

g) «personne handicapée» ou «handicapé»: toute personne limitée dans l'accomplissement d'activités normales et qui, de façon significative et persistante, est atteinte d'une déficience physique ou mentale ou qui utilise régulièrement une orthèse, une prothèse ou tout autre moyen pour pallier son handicap.

CHAPITRE II

L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

SECTION I

CONSTITUTION

Institution. **2.** Un organisme est institué sous le nom de «Office des personnes handicapées du Québec».

Pouvoirs. **3.** L'Office est une corporation au sens du Code civil; il est investi des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

Mandataire du gouvernement. Domaine public. **4.** L'Office jouit des droits et privilèges d'un mandataire du gouvernement.

Les biens de l'Office font partie du domaine public, mais l'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ces biens.

Responsabilité. L'Office n'engage que lui-même lorsqu'il agit en son propre nom.

Siège social. **5.** L'Office a son siège social à l'endroit déterminé par le gouvernement; un avis de la situation ou de tout changement du siège social est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Séances. L'Office peut tenir ses séances en tout endroit du Québec.

Composition. **6.** L'Office est composé de onze membres, dont un président, tous nommés par le gouvernement.

Désignation. Les membres de l'Office, autres que le président, sont désignés de la façon suivante:

a) huit membres, dont le vice-président, après consultation des organismes de promotion les plus représentatifs de diverses régions du Québec;

b) un membre, après consultation des organismes les plus représentatifs des employeurs;

c) un membre, après consultation des organismes les plus représentatifs des associations de salariés.

Membres d'office. **7.** Le sous-ministre des affaires sociales, le sous-ministre de l'éducation, le sous-ministre de l'industrie et du commerce, le sous-ministre du travail et de la main-d'oeuvre, le sous-ministre de la justice, le sous-ministre des affaires municipales, le sous-ministre des travaux publics et de l'approvisionnement, le sous-ministre des transports, le directeur général du Haut-commissariat

à la jeunesse, aux loisirs et aux sports ou leurs délégués, sont aussi, d'office, membres de l'Office mais n'ont pas droit de vote.

Mandat des
membres.

8. Le président est nommé pour une période qui ne peut excéder cinq ans et les autres membres visés dans l'article 6 sont nommés pour trois ans.

Premiers
membres.

Toutefois, trois des premiers membres autres que le président et le vice-président sont nommés pour un an, quatre pour deux ans et les deux autres pour trois ans.

Fonctions
continues.

9. Chaque membre de l'Office demeure en fonction nonobstant l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ou nommé de nouveau.

Vacance.

10. Toute vacance survenant au cours de la durée du mandat d'un membre autre que le président est comblée pour la durée non écoulée du mandat de ce membre en suivant le mode de désignation prescrit à l'article 6.

Indemnités,
allocations,
etc.

11. Le gouvernement fixe les indemnités et allocations auxquelles les membres ont droit, ainsi que le traitement du président. Ce traitement, une fois fixé, ne peut être réduit.

Quorum.

12. Le quorum de l'Office est de six membres dont le président ou le vice-président. En cas d'égalité des voix, le président ou, en son absence, le vice-président a un vote prépondérant.

Conflit
d'intérêt.

13. Aucun membre de l'Office ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de l'Office.

Exception.

Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

Fonctions
à plein
temps.

14. Le président doit exercer ses fonctions à plein temps.

Responsa-
bilité du
président.

15. Le président est responsable de l'administration des affaires de l'Office dans le cadre de ses règlements de régie interne.

Incapacité
d'agir.

16. Au cas d'incapacité d'agir du président, il est remplacé par le vice-président.

Secrétaire
et fonction-
naires.

17. Le secrétaire ainsi que les autres fonctionnaires et employés de l'Office sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).

18. Est établi un comité exécutif formé de cinq membres, dont le président, le vice-président et trois autres membres de l'Office visés dans l'article 6 et nommés annuellement par les membres de l'Office.

19. Les procès-verbaux des séances de l'Office, approuvés par lui et certifiés par le secrétaire ou par la personne autorisée à le faire par les règlements de régie interne, sont authentiques. Il en est de même des documents et des copies émanant de l'Office ou faisant partie de ses archives lorsqu'ils sont ainsi certifiés.

20. Sont confidentiels les dossiers constitués par l'Office au sujet d'une personne handicapée. Nul ne peut en donner ou recevoir communication écrite ou verbale ou y avoir autrement accès, même aux fins d'une enquête, si ce n'est avec l'autorisation expresse ou implicite de la personne handicapée, ou encore sur l'ordre du tribunal ou dans les autres cas prévus par la loi et les règlements.

Toutefois, toute personne peut prendre connaissance d'un tel dossier pour fins d'étude, d'enseignement ou de recherche avec l'autorisation de l'Office à condition que l'anonymat de la personne handicapée soit respecté.

Toute personne handicapée à qui l'Office refuse l'accès à son dossier ou refuse de lui en donner la communication écrite ou verbale peut, par requête sommaire, s'adresser à la Commission pour obtenir l'accès à celui-ci ou pour en obtenir communication, selon le cas.

La Commission ordonne à l'Office de donner à cette personne handicapée l'accès à son dossier ou de lui en donner communication, selon le cas, à moins qu'elle ne soit d'avis qu'il serait gravement préjudiciable à la santé de la personne handicapée de prendre connaissance de son dossier.

21. L'Office peut obtenir tout renseignement d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement, chaque fois que la chose est nécessaire pour l'application de la présente loi.

Toutefois, lorsque ces renseignements sont confidentiels, l'Office ne peut en donner ou recevoir communication écrite ou verbale ou y avoir autrement accès, même aux fins d'une enquête, si ce n'est avec l'autorisation expresse ou implicite de la personne handicapée, ou encore sur l'ordre du tribunal ou dans les autres cas prévus par la loi et les règlements.

22. La personne handicapée âgée de quatorze ans ou plus peut valablement donner les autorisations requises en vertu des articles 20 et 21.

Rapport annuel. **23.** L'Office doit, au plus tard le 31 mai de chaque année, remettre au ministre un rapport de ses activités pour l'exercice financier précédent; ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut exiger.

Dépôt. Le ministre dépose le rapport de l'Office devant l'Assemblée nationale s'il le reçoit en cours de session; s'il le reçoit alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux, selon le cas.

Renseignement. L'Office doit fournir au ministre tout autre renseignement que ce dernier requiert quant à ses opérations.

Directives. **24.** Le ministre peut, dans le cadre des responsabilités et pouvoirs qui lui sont confiés, émettre des directives portant sur les objectifs et l'orientation de l'Office dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la loi.

Approbation. Ces directives doivent être soumises au gouvernement pour approbation. Si elles sont ainsi approuvées, elles lient l'Office qui est tenue de s'y conformer.

Dépôt. Toute directive émise en vertu du présent article doit être déposée devant l'Assemblée nationale, si elle est en session, dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement. Si la directive est émise alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, la directive doit être déposée devant elle dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux, selon le cas.

SECTION II

LES FONCTIONS DE L'OFFICE

§ 1.—*Devoirs et pouvoirs de l'Office*

Fonctions de l'Office. **25.** L'Office a pour fonctions de veiller à la coordination des services dispensés aux personnes handicapées, d'informer et de conseiller les personnes handicapées, de promouvoir leurs intérêts et de favoriser leur intégration scolaire, professionnelle et sociale.

Devoirs. L'Office doit:

a) favoriser la coordination et la promotion, auprès des ministères, des corporations municipales et scolaires et des autres organismes publics ou privés de services répondant aux besoins des personnes handicapées en vue de faciliter leur accès à des logements et à des biens et services, leur déplacement, leur intégration au marché du travail, leur accès aux services d'éducation et leur participation à des activités socio-culturelles et de loisirs;

b) voir à la préparation de plans de services conformément au chapitre III;

c) préparer, après consultation des personnes et organismes intéressés, des inventaires établissant les besoins des personnes handicapées et les ressources existantes;

d) préparer, réunir et diffuser la documentation ou l'information relative à l'amélioration de la situation des personnes handicapées et aux services et avantages qui leur sont disponibles afin de faciliter leur participation à la vie socio-économique;

e) favoriser la mise sur pied de programmes de prévention pour assurer l'intégrité physique et mentale des personnes par les établissements et les organismes;

f) tenir un registre des logements accessibles aux personnes handicapées se servant de fauteuils roulants;

g) organiser, en collaboration avec les centres de main-d'oeuvre ou tout autre organisme, des campagnes d'information auprès des employeurs et des salariés afin de favoriser l'embauche des personnes handicapées;

h) effectuer des recherches et études sur l'intégration scolaire, professionnelle et sociale des personnes handicapées, la protection de leurs droits et la promotion de leurs intérêts;

i) préparer et publier périodiquement des statistiques sur la population des personnes handicapées du Québec.

Pouvoirs.

26. L'Office peut:

a) à la demande d'une personne handicapée, faire des représentations et l'assister dans ses démarches auprès des ministères, des organismes publics, des corporations municipales et scolaires, des institutions d'enseignement, des établissements et des compagnies d'assurances pour lui assurer l'exercice de ses droits;

b) désigner des représentants régionaux et déterminer leurs fonctions, pouvoirs et devoirs;

c) conformément à la loi, conclure des ententes avec un autre gouvernement au Canada, un gouvernement étranger ou avec un ministère ou un organisme de l'un de ces gouvernements, en vue de l'application de la présente loi;

d) sous réserve du paragraphe c, conclure des ententes avec tout établissement ou organisme en vue de favoriser l'intégration scolaire, professionnelle et sociale des personnes handicapées;

e) déterminer des critères relatifs à l'identification des personnes handicapées.

Délégation
de
pouvoirs.

27. L'Office peut autoriser, par écrit, une personne, un établissement ou un organisme à exercer, en tout ou en partie, les pouvoirs et devoirs qui lui sont confiés par la présente loi.

Comités
consultatifs
spéciaux.

28. L'Office peut former des comités consultatifs spéciaux pour l'étude de questions particulières et charger ces comités de recueillir les renseignements pertinents et de faire rapport à l'Office de leurs constatations et recommandations.

Formation
et allocations
de
présence.

Ces comités peuvent être totalement ou partiellement formés de personnes qui ne sont pas membres de l'Office; les allocations de présence et les honoraires de ces personnes sont déterminés par l'Office conformément aux normes établies à cette fin par le gouvernement.

Identifi-
cation de
la personne
handi-
capée.

29. L'Office peut, à la demande d'une personne handicapée, pourvoir à son identification de la manière et pour les fins déterminées par règlement. Toutefois, une telle identification ne peut être exigée d'une personne handicapée pour une fin autre que celle pour laquelle elle a été obtenue.

Appel.

30. Toute personne handicapée dont la demande d'identification est refusée peut interjeter appel à la Commission qui dispose de l'appel selon ses règles de preuve, de procédure et de pratique.

Symbole
pour
identifier
local
d'habita-
tion.

31. L'Office doit, pour des fins de sécurité, prescrire, par règlement, un symbole permettant d'identifier un local d'habitation occupé par une personne handicapée sérieusement restreinte dans ses déplacements.

Dossier de
la personne
handi-
capée.

32. Sous réserve de l'article 20, l'Office peut, par règlement, déterminer le contenu et établir des normes de conservation, de consultation et de destruction du dossier d'une personne handicapée.

Règle-
ments de
l'Office.

33. L'Office peut faire des règlements pour:

- a) sa régie interne;
- b) constituer un comité exécutif et déterminer ses pouvoirs;
- c) déterminer les devoirs et pouvoirs de son personnel;
- d) constituer des comités chargés de l'admission des personnes handicapées dans des centres de travail adaptés visés dans l'article 37 et déterminer leurs pouvoirs.

Entrée en
vigueur.

Les règlements de l'Office entrent en vigueur le jour de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

§ 2.—Organismes de promotion

Subven-
tions aux
organismes
de
promotion.

34. L'Office peut accorder des subventions aux organismes de promotion en vue de stimuler leur contribution à la promotion des intérêts des personnes handicapées.

Rapport
à l'Office.

35. Tout organisme de promotion qui reçoit des subventions de l'Office transmet, au plus tard le 30 juin de chaque année, un rapport à l'Office sur ses activités pour la précédente année financière. Ce rapport contient les renseignements suivants:

- a) une copie de son acte constitutif et de ses règlements;
- b) un rapport financier comprenant notamment des informations relatives à l'utilisation des subventions; et
- c) tout autre renseignement que l'Office requiert.

§ 3.—Centres de travail adapté

Titre de
«Centre
de travail
adapté».

36. Nul ne peut prendre le titre de «centre de travail adapté» ou agir à ce titre s'il ne détient un certificat délivré par l'Office.

Conditions
de déli-
vrance du
certificat.

37. L'Office peut délivrer un certificat de centre de travail adapté à une association coopérative ou à un organisme sans but lucratif qui:

- a) produit des biens ou services;
- b) emploie en majorité des personnes handicapées ne pouvant travailler dans des conditions ordinaires, afin de leur permettre d'utiliser et de développer leurs possibilités professionnelles dans des conditions de travail appropriées;
- c) fournit aux personnes handicapées un travail utile et rémunérateur; et
- d) remplit les conditions prescrites par règlement.

Subven-
tions et
assistance.

38. L'Office peut accorder à tout centre de travail adapté des subventions selon des modalités fixées par règlement ainsi qu'une assistance technique ou professionnelle.

Rapport.

39. Tout centre de travail adapté transmet, au plus tard le 30 juin de chaque année, un rapport à l'Office sur ses activités pour la précédente année financière. Ce rapport contient les renseignements que l'Office requiert.

Adminis-
tration
provisoire.

40. L'Office peut, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'un centre de travail adapté ne satisfait pas à une des conditions prescrites à l'article 37 ou utilise les subventions à des fins autres que celles pour lesquelles elles lui ont été accordées, assumer l'administration provisoire de ce centre.

Pouvoirs
suspendus.

41. À compter de la date où l'Office décide d'assumer l'administration provisoire d'un centre de travail adapté, les pouvoirs du centre sont suspendus pour une période d'au plus quatre-vingt-dix jours.

Délai
étendu.

Le ministre peut, sur recommandation de l'Office, étendre ce délai.

Rapport
de l'Office.

42. Aussitôt que possible après qu'il a assumé l'administration provisoire d'un centre de travail adapté, l'Office doit faire au ministre un rapport de ses constatations, accompagné de ses recommandations.

Audition.

L'Office doit, avant de soumettre ce rapport au ministre, donner au centre de travail adapté l'occasion d'être entendu.

Suspension, etc.,
de
certificat.

43. L'Office peut suspendre, annuler ou refuser de renouveler le certificat de tout centre de travail adapté qui:

a) a commis une infraction à la présente loi ou aux règlements;
ou

b) ne remplit plus les conditions requises pour obtenir son certificat.

Appel.

44. Tout centre de travail adapté dont la demande ou la demande de renouvellement de certificat est refusée ou dont le certificat est suspendu ou annulé peut interjeter appel à la Commission qui dispose de l'appel selon ses règles de preuve, de procédure et de pratique.

CHAPITRE III

L'INTÉGRATION SCOLAIRE, PROFESSIONNELLE ET SOCIALE

SECTION I

PLAN DE SERVICES

Demande
de plan de
services.

45. Toute personne handicapée qui réside au Québec au sens de la Loi de l'assurance-maladie (1970, chapitre 37) peut demander à l'Office de voir à la préparation d'un plan de services afin de faciliter son intégration scolaire, professionnelle et sociale. Cette demande doit être présentée suivant la procédure prescrite par règlement de l'Office.

Renseignements
exigés.

46. Le requérant est tenu de fournir tout renseignement nécessaire à l'étude de sa demande.

Décision
sur l'admissibilité à
un plan de
services.

47. L'Office statue sur l'admissibilité d'une personne handicapée à un plan de services selon des critères et normes fixés

par règlement, dans les soixante jours de la réception de la demande. La décision de l'Office doit être motivée et communiquée, par écrit, à la personne handicapée.

Appel.

48. Toute personne handicapée qui se croit lésée à la suite d'une décision rendue par l'Office en vertu de l'article 47 peut interjeter appel de cette décision devant la Commission qui dispose de l'appel selon ses règles de preuve, de procédure et de pratique.

Préparation du plan de services.

49. L'Office voit à la préparation du plan de services d'une personne handicapée qu'il déclare admissible conformément à l'article 47, et ce, notamment, en faisant directement appel aux ressources existantes et aux organismes locaux et régionaux.

Contenu.

50. Un plan de services peut comprendre un ou plusieurs des éléments suivants:

- a) un programme de réadaptation fonctionnelle, médicale et sociale;
- b) un programme d'intégration sociale;
- c) une orientation scolaire et professionnelle;
- d) un programme de formation générale et professionnelle;
- e) un travail rémunérateur.

Circonstances nouvelles.

Ce plan peut être modifié pour tenir compte de circonstances nouvelles.

Libre choix du bénéficiaire.

Dans l'élaboration d'un plan de services et dans les modifications qui y sont apportées, l'Office doit respecter le libre choix de la personne handicapée.

Aide de l'Office pour services requis.

51. Dans l'élaboration et la mise en oeuvre d'un plan de services, l'Office aide une personne handicapée à obtenir des ministères, organismes publics et autres administrations publiques les services requis.

SECTION II

AIDE MATÉRIELLE

Admissibilité à l'aide matérielle.

52. L'Office peut accorder de l'aide matérielle à toute personne handicapée qui est admissible à un plan de services, en vertu de la présente loi et des règlements.

Critères d'octroi de l'aide.

53. L'aide matérielle est accordée à titre complémentaire selon des normes et modalités prescrites par règlement en vue de permettre la mise en oeuvre du plan de services. Elle tient compte des besoins de la personne handicapée, des ressources à sa disposition, des prestations, allocations et autres avantages dont

elle peut bénéficier en vertu de toute autre disposition législative ou réglementaire.

Forme,
montant,
etc.

54. L'Office détermine la forme, le montant ou la valeur et la durée de l'aide matérielle, de même que les frais de mise en oeuvre du plan de services qui sont laissés à la charge de la personne handicapée ou de sa famille, telle que définie au paragraphe *b* de l'article 1 de la Loi de l'aide sociale (1969, chapitre 63).

Décision.

La décision de l'Office doit être motivée et communiquée, par écrit, à la personne handicapée.

Incessi-
bilité et
insaisiss-
bilité.

55. Les sommes versées ou les biens fournis à titre d'aide matérielle en vertu de la présente section sont incessibles et insaisissables. Cette aide matérielle doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle a été accordée et ne doit pas être prise en considération aux fins de l'octroi ou du calcul de prestations, d'allocations ou d'indemnités de remplacement du revenu accordées en vertu de toute autre disposition législative ou réglementaire.

Avis de
change-
ment de
situation.

56. Toute personne handicapée à qui l'Office accorde de l'aide matérielle doit, sans délai, aviser l'Office de tout changement dans sa situation, rendant inexacts les renseignements qu'elle a fournis en vue d'obtenir l'aide matérielle.

Engage-
ment écrit
de
collaborer
au plan.

57. Aucune aide matérielle n'est accordée à moins que la personne handicapée ne prenne, aux conditions prescrites par règlement, l'engagement de collaborer à l'exécution de son plan de services, de fournir à l'Office les renseignements et documents nécessaires pour déterminer son admissibilité et de supporter les frais de mise en oeuvre du plan qui sont laissés à sa charge ou à celle de sa famille.

Aide
matérielle
réduite,
etc.

58. L'Office peut réduire, suspendre, pour une période qu'il détermine, ou annuler l'aide matérielle dans le cas d'une personne handicapée qui, sans raison suffisante, refuse ou néglige de respecter l'engagement visé dans l'article 57.

Décision
de l'Office.

La décision de l'Office doit être motivée et communiquée, par écrit, à la personne handicapée.

Appel.

59. Toute personne handicapée qui se croit lésée à la suite d'une décision rendue par l'Office en vertu des articles 52, 54 ou 58 peut interjeter appel à la Commission qui dispose de l'appel selon ses règles de preuve, de pratique et de procédure.

Aide
matérielle
reçue sans
droit.

60. Quiconque reçoit l'aide matérielle alors qu'il n'y est pas admissible, ou qui l'utilise pour des fins autres que celles pour les-

quelles elle a été accordée est redevable à l'Office de son montant ou de sa valeur.

Dette due
au trésor
public.

Le montant ou la valeur de cette aide matérielle peut, en tout temps, être recouvré par l'Office à titre de dette due au trésor public ou être déduit de tout versement à venir.

SECTION III

CONTRAT D'INTÉGRATION PROFESSIONNELLE

Contrat
d'intégra-
tion pro-
fession-
nelle.

61. L'Office peut conclure avec tout employeur et une personne handicapée bénéficiaire d'un plan de services un contrat en vue de l'intégration professionnelle de cette personne au marché du travail. Un tel contrat a une durée d'au plus six mois et est renouvelable.

SECTION IV

EMPLOI DE LA PERSONNE HANDICAPÉE

Subven-
tions de
l'Office
à un
employeur.

62. L'Office peut, selon les modalités prévues par règlement, accorder à un employeur autre qu'un centre de travail adapté des subventions pour lui permettre d'adapter des postes de travail aux possibilités d'une personne handicapée ou pour autrement favoriser l'emploi d'une personne handicapée.

Rapports.

L'Office peut exiger d'un employeur auquel il a ainsi accordé une subvention des rapports sur l'utilisation qu'il en fait et toute information et tout document qu'il requiert concernant l'engagement d'une personne handicapée.

Contenu.

L'Office peut déterminer, par règlement, la forme et la teneur des rapports qu'il peut exiger d'un employeur en vertu de l'alinéa précédent et les époques auxquelles ces rapports doivent être produits.

Plan
d'emba-
che de
personnes
handi-
capées.

63. Tout employeur ayant un personnel de cinquante salariés ou plus doit, dans l'année qui suit la date de l'entrée en vigueur du présent article, en collaboration avec le représentant de l'association de salariés, le cas échéant, soumettre à l'Office un plan visant à assurer, dans un délai raisonnable, l'embauche de personnes handicapées.

Critères.

Ce plan peut tenir compte de la nature et des fonctions de l'entreprise.

Approba-
tion, etc.

L'Office peut approuver ce plan ou, le cas échéant, demander qu'il soit modifié ou qu'un nouveau plan lui soit soumis dans un délai qu'il détermine.

Critères
d'identi-
fication des
em-
ployeurs.

64. L'Office peut, par règlement, adopter des critères permettant d'identifier les employeurs ayant un personnel de cinquante salariés ou plus.

Règle-
ments en
vertu de
a. 64.

65. L'article 63 ne peut être invoqué contre un employeur avant la date d'entrée en vigueur des règlements adoptés en vertu de l'article 64.

Présomp-
tion.

Dès que le personnel d'un employeur visé dans l'article 63 atteint le nombre de cinquante salariés, si ce fait se produit à la date prévue par l'alinéa précédent ou après cette date, le nombre de salariés de l'employeur est tenu par la suite pour au moins égal à cinquante jusqu'à preuve du contraire.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Contrat de
services
de l'Office
avec la
Commis-
sion des
accidents
du travail.

66. L'Office doit conclure avec la Commission des accidents du travail de Québec un contrat de services par lequel les parties s'engagent dans le cadre de leurs juridictions respectives à rendre disponibles et à dispenser des services aux personnes pouvant bénéficier de la présente loi et de la Loi des accidents du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 159).

Contenu.

Un tel contrat doit déterminer la nature des services que l'Office s'engage à rendre disponibles aux bénéficiaires de la Loi des accidents du travail et l'engagement de la Commission des accidents du travail de Québec de rembourser à l'Office le coût des services qu'il leur dispense.

Approba-
tion.

Les termes de ce contrat doivent être approuvés par le ministre des affaires sociales et le ministre du travail et de la main-d'oeuvre.

Plan de
dévelop-
pement
d'un orga-
nisme
public de
transport.

67. Tout organisme public de transport doit, dans l'année qui suit le 2 avril 1979, faire approuver par le ministre des transports un plan de développement visant à assurer, dans un délai raisonnable, le transport en commun des personnes handicapées dans le territoire qu'il dessert.

Critères.

Ce plan peut tenir compte du taux de renouvellement de son équipement et de la nature des services offerts.

Approba-
tion, etc.

Le ministre des transports peut approuver ce plan ou, le cas échéant, demander qu'il soit modifié ou qu'un nouveau plan lui soit soumis dans un délai qu'il détermine.

Respect et
exécution.

Le ministre des transports, après avoir approuvé un plan, s'assure de son respect et de son exécution.

«Organisme public de transport».

Dans le présent article, on entend par «organisme public de transport»: tout organisme ou corps public constitué en vertu de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84), de la Loi de la Communauté urbaine de Québec (1969, chapitre 83), de la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais (1969, chapitre 85), de la Charte de la Ville de Laval (1965, 1^{re} session, chapitre 89), de la Loi constituant la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal (1971, chapitre 98) ou de la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (1977, chapitre 64) pour agir comme transporteur au sens de la Loi des transports (1972, chapitre 55).

Plan de développement d'une entreprise publique de téléphone.

68. Toute entreprise publique de téléphone assujettie à la Loi de la Régie des services publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 229) doit, dans l'année qui suit la date de l'entrée en vigueur du présent article, faire approuver par le ministre des communications un plan de développement visant à assurer aux personnes handicapées, dans un délai raisonnable, l'accès à l'ensemble des services téléphoniques du territoire qu'elle dessert.

Critères.

Ce plan peut tenir compte du taux de renouvellement de son équipement et de la nature des services offerts.

Approbation, etc.

Le ministre des communications peut approuver ce plan ou, le cas échéant, demander qu'il soit modifié ou qu'un nouveau plan lui soit soumis dans un délai qu'il détermine.

Respect et exécution.

Le ministre des communications, après avoir approuvé un plan, s'assure de son respect et de son exécution.

Plan de développement d'un propriétaire d'immeuble.

69. Tout propriétaire d'un immeuble assujetti à la Loi de la sécurité dans les édifices publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 149) ou à la Loi des établissements industriels et commerciaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 150) et qui n'est pas assujetti au Code du bâtiment (arrêté en conseil 3326 du 29 septembre 1976) doit, dans l'année qui suit la date de l'entrée en vigueur du présent article, faire approuver par le ministre du travail et de la main-d'oeuvre un plan de développement visant à assurer, dans un délai de cinq ans, l'accessibilité de son immeuble aux personnes handicapées.

Critères.

Ce plan peut tenir compte du coût des modifications à apporter à l'immeuble et de la nature des services qui y sont offerts.

Approbation, etc.

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre peut approuver le plan ou, le cas échéant, demander qu'il soit modifié ou qu'un nouveau plan lui soit soumis dans un délai qu'il détermine.

Respect et exécution.

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre, après avoir approuvé un plan, s'assure de son respect et de son exécution.

Immeubles
exemptés
par
règlement
du gouver-
nement.

70. Malgré le droit conféré par l'article 10 de la Charte des droits et libertés de la personne (1975, chapitre 6), le gouvernement peut, par règlement, exempter certains types ou catégories d'immeubles de l'article 69.

Immeubles
exemptés
par le
ministre du
travail.

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre peut également, lorsqu'il estime que le coût des modifications à apporter à l'immeuble et la nature des services qui y sont offerts ne justifient pas d'assurer l'accessibilité de cet immeuble aux personnes handicapées, exempter cet immeuble de l'application de l'article 69.

Projet de
règlement.

Tout projet de règlement en vertu du premier alinéa est publié dans la *Gazette officielle du Québec* avec avis qu'à l'expiration d'au moins quatre-vingt-dix jours suivant cette publication, il sera soumis pour approbation au gouvernement.

Entrée en
vigueur.

Le règlement visé dans le premier alinéa entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* soit d'un avis signalant qu'il a reçu l'approbation du gouvernement, soit, en cas de modification par ce dernier, du texte définitif.

Allégation
de discrimi-
nation
interdite.

71. Malgré le droit conféré par l'article 10 de la Charte des droits et libertés de la personne, une personne handicapée ne peut alléguer discrimination du seul fait qu'un immeuble lui est inaccessible, si cet immeuble n'est pas assujéti aux dispositions de la Loi de la sécurité dans les édifices publics, de la Loi des établissements industriels et commerciaux ou des règlements adoptés en vertu de ces lois, s'il est conforme aux dispositions de ces lois ou règlements ou si le propriétaire de cet immeuble se conforme au plan de développement approuvé en vertu de l'article 69.

Idem.

De plus, une personne handicapée ne peut alléguer discrimination du seul fait qu'un immeuble lui est inaccessible avant l'expiration d'une année qui suit la date de l'entrée en vigueur de l'article 69.

Allégation
de discrimi-
nation
interdite.

72. Malgré le droit conféré par l'article 10 de la Charte des droits et libertés de la personne, une personne handicapée ne peut, dans l'année qui suit l'entrée en vigueur des articles 67 et 68, alléguer discrimination du seul fait que des moyens de transport et des services téléphoniques lui sont inaccessibles et, à l'expiration de ce délai, elle ne le peut si l'organisme public de transport ou l'entreprise publique de téléphone se conforme au plan de développement approuvé en vertu des articles 67 ou 68.

Enquête.

73. Tout membre, fonctionnaire ou employé de l'Office chargé de veiller à l'observation de la présente loi et des règlements peut pénétrer pendant les heures de travail dans les locaux d'un centre de travail adapté ou d'un employeur qui a conclu un contrat d'intégration professionnelle ou qui a reçu une subvention afin de

surveiller l'exécution du contrat ou de s'assurer que la subvention est utilisée aux fins pour lesquelles elle a été accordée. À ces fins, il peut y procéder à une enquête et à un examen de tout livre, registre et document pertinent et en prendre copie. Il doit, sur demande, produire un certificat attestant sa qualité et revêtu de la signature du président de l'Office.

Approba-
tion des
règlements
de l'Office.

74. Les règlements de l'Office prévus aux articles 29, 31, 32, 37, 38, 45, 47, 52, 53, 57, 62 et 64 sont approuvés par le gouvernement.

Projet de
règlement.

Tout projet de règlement en vertu des articles visés dans le premier alinéa est publié dans la *Gazette officielle du Québec* avec avis qu'à l'expiration d'au moins quatre-vingt-dix jours suivant cette publication, il sera soumis pour approbation au gouvernement.

Entrée en
vigueur.

Les règlements visés dans le premier alinéa entrent en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* soit d'un avis signalant qu'ils ont reçu l'approbation du gouvernement, soit, en cas de modification par ce dernier, de leur texte définitif.

CHAPITRE V

INFRACTIONS ET PEINES

Infraction.

75. Quiconque contrevient aux dispositions de la présente loi ou des règlements, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au plus \$1,000 ou, à défaut de paiement, d'une peine d'emprisonnement d'au plus six mois, s'il s'agit d'un individu, et d'une amende d'au plus \$5,000 s'il s'agit d'une corporation.

Récidive.

En cas de récidive dans les deux ans, les amendes prévues à l'alinéa précédent sont portées à \$2,000 s'il s'agit d'un individu et \$10,000 s'il s'agit d'une corporation.

Infraction.

76. Commet une infraction et est passible des peines prévues à l'article 75, quiconque utilise une canne blanche ou un chien-guide sans être handicapé visuel.

Interpré-
tation:
-canne
blanche;

Dans le présent article, on entend par:

a) «canne blanche»: la canne qui est de couleur blanche pour au moins les deux tiers de sa surface; et

-chien-
guide».

b) «chien-guide»: le chien entraîné pour guider un handicapé visuel.

Poursuites.

77. Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées par le procureur général ou une personne qu'il autorise généralement ou spécialement à cette fin.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

C.c.,
a. 1664*i*, aj. **78.** Le Code civil est modifié par l'insertion, après l'article 1664*h*, du suivant:

«**1664*i*.** Dans le seul cas où le locataire lui en fait la demande par écrit, le locateur identifie, conformément à la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (1978, chapitre 7), le local du locataire s'il est occupé par une personne sérieusement restreinte dans ses déplacements.»

Id.,
a. 1664*t*,
remp. **79.** Ledit Code est modifié par le remplacement de l'article 1664*t* par le suivant:

«**1664*t*.** Quiconque contrevient aux dispositions de l'article 1664*i*, 1664*l*, 1664*n* à 1664*s* commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au plus \$500 pour chaque infraction.»

C.m.,
a. 392*a*,
mod. **80.** L'article 392*a* du Code municipal, édicté par l'article 14 du chapitre 103 des lois de 1930, modifié par l'article 1 du chapitre 72 des lois de 1940, l'article 13 du chapitre 69 des lois de 1941, l'article 4 du chapitre 70 des lois de 1949 et par l'article 10 du chapitre 71 des lois de 1949, remplacé par l'article 5 du chapitre 65 des lois de 1963 (1^{re} session) et modifié par l'article 20 du chapitre 82 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement des deux premiers alinéas par les suivants:

«**392*a*.** Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements pour réglementer les matériaux à employer dans la construction et la façon de les assembler; interdire tous ouvrages n'ayant pas la résistance exigée et prévoir leur démolition; prescrire les conditions de salubrité et la profondeur des caves et sous-sols et l'usage qui peut en être fait; classifier, pour fins de réglementation, les habitations, établissements commerciaux, établissements industriels et tous autres immeubles, y compris les édifices publics; régler les endroits où peut être située chaque catégorie de constructions susdites; diviser la municipalité en zones dont le conseil juge le nombre, la forme et la superficie convenables pour les fins de cette réglementation et, quant à chacune de ces zones, prescrire l'architecture, les dimensions, la symétrie, l'alignement, la destination des constructions qui peuvent y être érigées, l'usage de tout immeuble qui s'y trouve, la superficie et les dimensions des lots, la proportion de ceux-ci qui peut être occupée par les constructions, l'espace qui doit être laissé libre entre les constructions et les lignes des lots,

l'espace qui, sur ces lots doit être réservé et aménagé pour le stationnement ou pour le chargement ou le déchargement des véhicules ou pour le stationnement des véhicules utilisés par les personnes handicapées au sens de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (1978, chapitre 7) se servant de fauteuils roulants et la manière d'aménager cet espace; diviser, s'il y a lieu, ces zones en secteurs pour fins de votation prévue par le présent article; obliger le propriétaire à soumettre au préalable les plans de construction, de reconstruction, de transformation ou d'addition de bâtiments, les projets de changements de destination ou d'usage d'un immeuble ou de déplacement d'un bâtiment, à un officier désigné à cette fin, et à obtenir de celui-ci un permis de construction ou un certificat d'approbation; empêcher ou suspendre l'érection de construction ou l'exécution de travaux ou l'usage de bâtiments non conformes aux règlements et ordonner, au besoin, la démolition de toute construction érigée en contravention à ces règlements.

Tout règlement adopté en vertu du présent article et toute partie d'un tel règlement divisant la municipalité en zones ou en secteurs pour fins de votation, prescrivant les matériaux extérieurs, l'architecture, les dimensions, la symétrie, l'alignement, la destination des constructions qui peuvent y être érigées et l'usage de tout immeuble s'y trouvant, ou la superficie et les dimensions des lots, la proportion de ceux-ci qui peut être occupée par les constructions, l'espace qui doit être laissé entre les constructions et les lignes des lots, celui qui doit être réservé pour le stationnement ou pour le chargement et le déchargement des véhicules ou pour le stationnement des véhicules utilisés par des personnes handicapées au sens de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées se servant de fauteuils roulants et la manière d'aménager cet espace, ne peut être modifié ou abrogé que par un autre règlement approuvé conformément aux dispositions suivantes:».

C.m.,
a. 412,
mod.

81. L'article 412 dudit Code est modifié par l'addition, à la fin du paragraphe 3, de l'alinéa suivant:

«Tout trottoir construit, reconstruit ou relocalisé après le 15 février 1979 doit l'être de manière à y faciliter l'accès par des personnes handicapées au sens de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées et de manière à leur en faciliter l'utilisation.»

1959/60,
c. 102,
a. 524,
mod.

82. L'article 524 de la Charte de la Ville de Montréal (1959/1960, chapitre 102), modifié par l'article 55 du chapitre 59 des lois de 1962, l'article 20 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), l'article 24 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, l'article 7 du chapitre 90 des lois de 1968, l'article 1 du chapitre

91 des lois de 1968, l'article 21 du chapitre 96 des lois de 1971, l'article 4 du chapitre 76 des lois de 1972, l'article 58 du chapitre 77 des lois de 1973 et par l'article 48 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du paragraphe 2, du sous-paragraphe suivant:

Stationnement de véhicules utilisés par des personnes handicapées.

1959/80,
c. 102,
a. 1067a,
aj.

«f) pour réglementer le stationnement des véhicules utilisés par les personnes handicapées au sens de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (1978, chapitre 7) se servant de fauteuils roulants.»

83. Ladite Charte est modifiée par l'insertion, après l'article 1067, du suivant:

Construction, etc., de trottoirs.

«**1067a.** Tout trottoir construit, reconstruit ou relocalisé après le 15 février 1979 doit l'être de manière à y faciliter l'accès par des personnes handicapées au sens de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées et de manière à leur en faciliter l'utilisation.»

1929, c. 95,
a. 418, aj.

84. La Charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95) est modifiée par l'insertion, après l'article 417, du suivant:

Construction, etc., de trottoirs.

«**418.** Tout trottoir construit, reconstruit ou relocalisé après le 15 février 1979 doit l'être de manière à y faciliter l'accès par des personnes handicapées au sens de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (1978, chapitre 7) et de manière à leur en faciliter l'utilisation.»

1929, c. 95,
a. 545,
mod.

85. L'article 545 de ladite Charte, modifié par l'article 17 du chapitre 97 des lois de 1974, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Stationnement de véhicules utilisés par des personnes handicapées.

«Elle peut réglementer le stationnement des véhicules utilisés par les personnes handicapées au sens de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées se servant de fauteuils roulants.»

S.R., c. 7,
a. 48, mod.

86. L'article 48 de la Loi électorale (Statuts refondus, 1964, chapitre 7), modifié par l'article 4 du chapitre 12 des lois de 1965 (1^{re} session), l'article 4 du chapitre 5 des lois de 1966, l'article 38 du chapitre 11 des lois de 1968, l'article 1 du chapitre 13 des lois de 1969, l'article 18 du chapitre 6 des lois de 1972, remplacé par l'article 11 du chapitre 8 des lois de 1975, modifié par l'article 6 du chapitre 9 des lois de 1975 et par l'article 126 du chapitre 11 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe e par le suivant:

«e) les interdits et les personnes en cure fermée suivant la Loi de la protection du malade mental (1972, chapitre 44).»

S.R.,
c. 143,
a. 20, mod.

87. L'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus, 1964, chapitre 143), modifié par l'article 60 du chapitre 51 des lois de 1969, est de nouveau modifié par la suppression du paragraphe *j* du deuxième alinéa.

Id., a. 38,
mod.

88. L'article 38 de ladite loi est modifié par la suppression du paragraphe *b*.

S.R.,
c. 144,
a. 15, ab.

89. L'article 15 de la Loi du salaire minimum (Statuts refondus, 1964, chapitre 144) est abrogé.

S.R.,
c. 193,
a. 426,
mod.

90. L'article 426 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), modifié par l'article 89 du chapitre 17 et l'article 120 du chapitre 55 des lois de 1968, l'article 21 du chapitre 55 des lois de 1969, l'article 5 du chapitre 45 et l'article 1 du chapitre 46 des lois de 1974, l'article 14 du chapitre 66 des lois de 1975 et par l'article 1 du chapitre 18 des lois de 1977, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant:

Construc-
tions, etc.

«1° Pour réglementer les matériaux à employer dans la construction et la façon de les assembler; interdire tous ouvrages n'ayant pas la résistance exigée; prescrire les conditions de salubrité et la profondeur des caves et sous-sols et l'usage qui peut en être fait; classer, pour fins de réglementation, les habitations, établissements commerciaux, établissements industriels et tous autres immeubles, y compris les édifices publics; régler les endroits où peut être située chaque catégorie de constructions susdites; diviser la municipalité en zones dont le conseil juge le nombre, la forme et la superficie convenables pour les fins de cette réglementation et, quant à chacune de ces zones, prescrire l'architecture, les dimensions des lots, la proportion de ceux-ci qui peut être occupée par les constructions, l'espace qui doit être laissé libre entre les constructions et les lignes des lots, l'espace qui, sur ces lots, doit être réservé et aménagé pour le stationnement ou pour le chargement ou le déchargement des véhicules ou pour le stationnement des véhicules utilisés par les personnes handicapées au sens de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (1978, chapitre 7) se servant de fauteuils roulants et la manière d'aménager cet espace; diviser, s'il y a lieu, ces zones en secteurs pour fins de votation prévue par le présent article;»;

b) par le remplacement du premier alinéa du paragraphe 1°c par le suivant:

Modifi-
cation,
etc., aux
règle-
ments de
zonage.

«1°c Pour modifier ou abroger, conformément aux dispositions des articles 398a à 398o, et sous réserve des dispositions du présent paragraphe, tout règlement adopté en vertu du paragraphe 1° et toute partie d'un tel règlement divisant la municipalité en zones ou

en secteurs pour fins de votation, prescrivant les matériaux extérieurs, l'architecture, les dimensions, la symétrie, l'alignement, la destination des constructions qui peuvent être érigés et l'usage de tout immeuble s'y trouvant, ou la superficie et les dimensions des lots, la proportion de ceux-ci qui peut être occupée par les constructions, l'espace qui doit être laissé entre les constructions et les lignes de lots, celui qui doit être réservé et aménagé pour le stationnement ou pour le chargement ou le déchargement des véhicules ou pour le stationnement des véhicules utilisés par les personnes handicapées au sens de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées se servant de fauteuils roulants et la manière d'aménager cet espace.»

S.R.,
c. 193,
a. 429,
mod.

91. L'article 429 de ladite loi, modifié par l'article 122 du chapitre 55 des lois de 1968, l'article 80 du chapitre 55 des lois de 1972, l'article 6 du chapitre 45 des lois de 1974, l'article 15 du chapitre 66 des lois de 1975 et par l'article 13 du chapitre 52 des lois de 1977, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du paragraphe 5°, de l'alinéa suivant:

Construction,
etc.,
de
trottoirs.

«Tout trottoir construit, reconstruit ou relocalisé après le 15 février 1979 doit l'être de manière à y faciliter l'accès par des personnes handicapées au sens de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées et de manière à leur en faciliter l'utilisation.»

S.R.,
c. 235,
a. 218,
mod.

92. L'article 218 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235), modifié par l'article 6 du chapitre 67 des lois de 1969, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 1° du premier alinéa par le suivant:

«1° Un certificat de médecin attestant qu'il n'est atteint d'aucun handicap physique ou mental ou maladie le rendant inapte à occuper le poste qu'il détient;».

Id., a. 274,
mod.

93. L'article 274 de ladite loi, modifié par l'article 35 du chapitre 60 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant:

«1° l'enfant qui est empêché de fréquenter l'école par maladie ou par suite d'un handicap physique ou mental;».

S.R.,
c. 235,
a. 568,
remp.
Classes ou
cours
spéciaux.

94. L'article 568 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**568.** Toute commission scolaire, toute commission scolaire régionale ou toute commission centrale protestante peut établir et maintenir dans ses écoles des classes ou cours spéciaux pour les enfants incapables, en raison de déficience physique ou mentale, de profiter de l'enseignement donné dans les classes ou cours réguliers.

Idem.

Une commission scolaire régionale peut également établir et maintenir ces classes ou cours au degré élémentaire.»

S.R.,
c. 235,
a. 572,
remp.

95. L'article 572 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Fréquentation
scolaire
d'une
personne
handicapée.

«**572.** Toute commission scolaire doit prendre les mesures nécessaires pour que soit admise aux cours reconnus et appropriés dont elle a besoin, une personne handicapée au sens de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (1978, chapitre 7) et qui a besoin d'un complément de formation générale et professionnelle afin de faciliter son intégration scolaire, professionnelle et sociale et ce, depuis la fin de l'année scolaire au cours de laquelle elle a atteint l'âge de 16 ans jusqu'à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle elle atteint l'âge de 21 ans.»

1965
(1^{re} sess.),
c. 89, a. 63,
mod.

96. L'article 63 de la Charte de la Ville de Laval (1965, 1^{re} session, chapitre 89), édicté par l'article 25 du chapitre 99 des lois de 1971, est modifié par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«j) fournir, à l'intérieur de son territoire, un système de transport spécial pour les personnes handicapées incapables d'utiliser son réseau général de transport en commun de passagers et, à cette fin:

i. posséder, organiser, développer et administrer elle-même ce système, ou conclure, aux conditions approuvées par le ministre des transports, toute entente nécessaire ou utile pour qu'un tel système soit fourni par toute autre entreprise de transport de passagers;

ii. accorder, avec l'approbation du ministre des transports et aux conditions qu'il peut prescrire ou approuver, des subventions à tout organisme sans but lucratif qui opère un tel système dans les limites de son territoire.»

1966/67,
c. 55,
a. 51, mod.

97. L'article 51 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (1966/1967, chapitre 55), remplacé par l'article 16 du chapitre 49 des lois de 1974, est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

Logements
accessibles
aux
personnes
handicapées

«Un tel programme doit prévoir l'aménagement des logements accessibles aux personnes handicapées au sens de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (1978, chapitre 7).»

1966/67,
c. 55, a. 52,
mod.

98. L'article 52 de ladite loi, remplacé par l'article 18 du chapitre 49 des lois de 1974, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Appro-
bation
ou rejet.

«La Société est tenue d'approuver ou de rejeter tout programme qui lui est soumis par une municipalité; elle ne peut approu-

ver un tel programme que s'il prévoit, à sa satisfaction, que des logements convenables seront mis à la disposition des personnes privées de logement par suite de l'application du programme, eu égard à leurs revenus et que des logements seront accessibles aux personnes handicapées au sens de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées; si elle le rejette, elle doit motiver sa décision et en donner avis à la municipalité.»

1966/67,
c. 55, a. 67,
mod.

99. L'article 67 de ladite loi, modifié par l'article 30 du chapitre 49 des lois de 1974, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«m) déterminer des logements qui devront être accessibles aux personnes handicapées au sens de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées pour l'approbation d'un programme d'habitation en vertu de l'article 52.»

1968, c. 61,
ab.

100. La Loi de la canne blanche (1968, chapitre 61) est abrogée.

1969, c. 83,
a. 227,
mod.

101. L'article 227 de la Loi de la Communauté urbaine de Québec (1969, chapitre 83), remplacé par l'article 40 du chapitre 88 des lois de 1971 et modifié par l'article 15 du chapitre 71 des lois de 1972, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, du paragraphe suivant:

«j) fournir, à l'intérieur de son territoire, un système de transport spécial pour les personnes handicapées incapables d'utiliser son réseau général de transport en commun de passagers et, à cette fin:

i. posséder, organiser, développer et administrer elle-même ce système, ou conclure, aux conditions approuvées par le ministre des transports, toute entente nécessaire ou utile pour qu'un tel système soit fourni par toute autre entreprise de transport de passagers;

ii. accorder, avec l'approbation du ministre des transports et aux conditions qu'il peut prescrire ou approuver, des subventions à tout organisme sans but lucratif qui opère un tel système dans les limites de son territoire.»

1969, c. 84,
a. 286,
mod.

102. L'article 286 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84), modifié par l'article 28 du chapitre 90 des lois de 1971, par l'article 25 du chapitre 99 des lois de 1971 et par l'article 34 du chapitre 82 des lois de 1974, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, du paragraphe suivant:

«g) fournir, à l'intérieur de son territoire, un système de transport spécial pour les personnes handicapées incapables d'uti-

liser son réseau général de transport en commun de passagers, et, à cette fin;

i. posséder, organiser, développer et administrer elle-même ce système, ou conclure, aux conditions approuvées par le ministre des transports, toute entente nécessaire ou utile pour qu'un tel système soit fourni par toute autre entreprise de transport de passagers;

ii. accorder, avec l'approbation du ministre des transports et aux conditions qu'il peut prescrire ou approuver, des subventions à tout organisme sans but lucratif qui opère un tel système dans les limites de son territoire. »

1969, c. 85,
a. 222,
mod.

103. L'article 222 de la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais (1969, chapitre 85) est modifié par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, du paragraphe suivant:

«f) fournir à l'intérieur de son territoire, un système de transport spécial pour les personnes handicapées incapables d'utiliser son réseau général de transport en commun de passagers et, à cette fin:

i. posséder, organiser, développer et administrer elle-même ce système, ou conclure, aux conditions approuvées par le ministre des transports, toute entente nécessaire ou utile pour qu'un tel système soit fourni par toute autre entreprise de transport de passagers;

ii. accorder, avec l'approbation du ministre des transports et aux conditions qu'il peut prescrire ou approuver, des subventions à tout organisme sans but lucratif qui opère un tel système dans les limites de son territoire. »

1971, c. 98,
a. 38, mod.

104. L'article 38 de la Loi constituant la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal (1971, chapitre 98) est modifié par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«j) fournir, à l'intérieur de son territoire, un système de transport spécial pour les personnes handicapées incapables d'utiliser son réseau général de transport en commun de passagers et, à cette fin:

i. posséder, organiser, développer et administrer elle-même ce système, ou conclure, aux conditions approuvées par le ministre des transports, toute entente nécessaire ou utile pour qu'un tel système soit fourni par toute autre entreprise de passagers;

ii. accorder, avec l'approbation du ministre des transports et aux conditions qu'il peut prescrire ou approuver, des subventions à tout organisme sans but lucratif qui opère un tel système dans les limites de son territoire. »

1973, c. 12,
a. 2, mod.

105. L'article 2 du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (1973, chapitre 12), modifié par l'article 1 du chapitre 9 des lois de 1974, par l'article 47 du chapitre 41 des lois de 1975, par l'article 9 du chapitre 51 des lois de 1976, par l'article 1 du chapitre 21 et par l'article 232 du chapitre 68 des lois de 1977, est de nouveau modifié par l'addition, après le paragraphe 10° du premier alinéa, du suivant:

«11° au président de l'Office des personnes handicapées du Québec.»

1974, c. 39,
a. 20, mod.

106. L'article 20 de la Loi de la Commission des affaires sociales (1974, chapitre 39), modifié par l'article 44 du chapitre 48, par l'article 4 du chapitre 49, par l'article 17 du chapitre 42, par l'article 53 du chapitre 22 et par l'article 228 du chapitre 68 des lois de 1977, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, des paragraphes suivants:

«r) les appels interjetés en vertu de l'article 20 de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (1978, chapitre 7);

«s) les appels interjetés en vertu de l'article 30 de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées;

«t) les appels interjetés en vertu de l'article 44 de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées;

«u) les appels interjetés en vertu de l'article 48 de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées;

«v) les appels interjetés en vertu de l'article 59 de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées.»

Id., a. 24,
mod.

107. L'article 24 de ladite loi, modifié par l'article 11 du chapitre 64 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Audition
d'appels.

«24. Les appels visés dans chacun des paragraphes *a*, *b*, *i*, *u* et *v* de l'article 20 sont entendus par la division de l'aide et des allocations sociales.»

1974, c. 39,
a. 26,
remp.

Audition
de
requêtes.

108. L'article 26 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«26. Les requêtes visées dans chacun des paragraphes *d*, *e* et *f* de l'article 20 et les appels visés dans chacun des paragraphes *g*, *h*, *j*, *l*, *r*, *s* et *t* dudit article 20 sont entendus par la division des services de santé et des services sociaux.»

1974, c. 39,
a. 27,
mod.

109. L'article 27 de ladite loi, modifié par l'article 13 du chapitre 64 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement des deux premiers alinéas par les suivants:

Quorum. «**27.** Dans les cas d'une requête visée dans chacun des paragraphes *d*, *f* et *r* de l'article 20, le quorum est d'un seul membre.

Idem. Dans le cas d'un appel visé dans chacun des paragraphes *e*, *h*, *j*, *s* et *t* de l'article 20, le quorum est de deux membres.»

1974, c. 39,
a. 29,
mod. **110.** L'article 29 de ladite loi, modifié par l'article 19 du chapitre 42 et par l'article 230 du chapitre 68 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa, par le suivant:

Déclaration écrite. «**29.** Les appels, demandes ou requêtes visés dans les paragraphes *a* à *l* et *n* à *v* de l'article 20 sont formés au moyen d'une déclaration écrite déposée à la Commission ou mise à la poste à son adresse dans les quatre-vingt-dix jours de la date de la survenance de l'événement y donnant lieu ou de la date de la notification de la décision dont on appelle. Les appels visés dans le paragraphe *m* sont formés au moyen d'une déclaration écrite déposée à la Commission ou mise à la poste à son adresse dans les trente jours de la notification de la décision dont on appelle.»

1974, c. 39,
a. 30,
mod. **111.** L'article 30 de ladite loi, modifié par l'article 7 du chapitre 49, par l'article 20 du chapitre 42, par l'article 55 du chapitre 22 et par l'article 231 du chapitre 68 des lois de 1977, est remplacé par le suivant:

Copie de déclaration aux ministres, etc. «**30.** Lorsque la Commission est saisie d'une requête ou d'un appel visé dans les paragraphes *e*, *f*, *h*, *i* et *j* de l'article 20, le secrétaire ou le secrétaire-adjoint doit délivrer sans délai une copie de la déclaration au ministre des affaires sociales; lorsque la Commission est saisie d'un appel visé dans le paragraphe *k* dudit article 20, copie doit être délivrée sans délai au ministre du revenu; lorsque la Commission est saisie d'un appel visé dans les paragraphes *m*, *n* et *o* dudit article 20, copie doit être délivrée sans délai à la Commission des accidents du travail de Québec; lorsque la Commission est saisie d'un appel visé dans le paragraphe *p* dudit article 20, copie doit être délivrée sans délai à la Commission administrative du régime de retraite; lorsque la Commission est saisie d'un appel visé dans le paragraphe *q* dudit article 20, copie doit être délivrée sans délai à la Régie de l'assurance automobile du Québec; lorsque la Commission est saisie d'un appel visé dans les paragraphes *r* à *v* dudit article 20, copie doit être délivrée sans délai à l'Office des personnes handicapées du Québec.

Intervention. Un ministre, la Commission des accidents du travail de Québec, la Commission administrative du régime de retraite, la Régie de l'assurance automobile du Québec ou l'Office des personnes handicapées du Québec à qui copie d'une déclaration a été délivrée

conformément au présent article peut intervenir à tout stade de la procédure. »

1975, c. 6,
a. 10, mod.

112. L'article 10 de la Charte des droits et libertés de la personne (1975, chapitre 6), modifié par l'article 1 du chapitre 6 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Discrimi-
nation
basée sur la
race, etc.,
interdite.

«**10.** Toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, l'orientation sexuelle, l'état civil, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale ou le fait qu'elle est une personne handicapée ou qu'elle utilise quelque moyen pour pallier son handicap. »

1975, c. 6,
a. 48, mod.

113. L'article 48 de ladite Charte est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Protection
des
personnes
âgées, etc.

«**48.** Toute personne âgée ou toute personne handicapée a droit d'être protégée contre toute forme d'exploitation. »

Ministre
respon-
sable.

114. Le ministre des affaires sociales est chargé de l'application de la présente loi.

Sommes
requises.

115. Les sommes requises pour la mise en application de la présente loi sont prises, pour l'année financière 1978/1979, à même le fonds consolidé du revenu et pour les années financières subséquentes, à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.

Couronne
liée.

116. La présente loi lie la Couronne.

Entrée en
vigueur.

117. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreranno en vigueur à toute date ultérieure qui sera fixée par proclamation du gouvernement. (*)

(*) Les articles 1 à 28, 33, 105 et 114 à 117 de cette loi sont entrés en vigueur le 8 novembre 1978 (Gazette officielle du Québec, 1978, page 6639).

Les articles 74 à 77, 80 à 91, 94 à 95 et 97 à 100 sont entrés en vigueur le 15 février 1979 (Gazette officielle du Québec, 1979, page 1891).

Les articles 29 à 42, 44 à 62, 64 à 67, les 1^{er}, 3^e et 4^e alinéas de l'article 70, les articles 72, 73, 78, 79, 96, 101 à 104 et 106 à 113 sont entrés en vigueur le 2 avril 1979 (Arrêté en conseil n° 875-79).